

Table des matières

1

L'effet des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme 7

Frédéric KRENC

avocat, assistant aux F.U.S.L.

Introduction 8

SECTION 1

L'autorité des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme 8

A. *L'autorité de la chose jugée* 8

B. *L'autorité de la chose interprétée* 12

SECTION 2

Les obligations tenant à l'exécution des arrêts 20

A. *Faire cesser la violation* 21

B. *Réparer les conséquences de la violation* 22

C. *Éviter des violations semblables* 30

D. *Verser le montant de la satisfaction équitable* 35

SECTION 3

Le nouveau pouvoir d'injonction de la Cour européenne des droits de l'homme	37
A. <i>Les mesures individuelles</i>	38
B. <i>Les mesures générales</i>	38
C. <i>Un pouvoir à usage limité</i>	40

SECTION 4

Les nouvelles dispositions prévues par le Protocole 14	41
Conclusion	42

2

L'effet des arrêts de la Cour de Justice et du Tribunal de première instance des Communautés européennes

45

Alexandre DEFOSSEZ
assistant à l'U.Lg.

Nicolas PETIT
chargé de cours à l'U.Lg.

Introduction	46
--------------------	----

SECTION 1

Des effets immédiats des arrêts de la Cour et du Tribunal	48
A. <i>Effets des recours en légalité</i>	49
1. Effets des arrêts rendus dans le contentieux de l'annulation	50
a) <i>Bref rappel sur le recours en annulation</i>	50
b) <i>Effets de l'arrêt d'annulation</i>	53
1° Effet erga omnes de l'arrêt d'annulation	53
2° Effet rétroactif de l'arrêt d'annulation	54
3° L'exécution de l'arrêt d'annulation	55
4° Effets de compensation/réparation des arrêts d'annulation	59
2. Effets des arrêts rendus dans le contentieux de la carence	60
a) <i>Bref rappel sur le recours en carence</i>	60
b) <i>Effets de l'arrêt de carence</i>	61

3.	Effet des arrêts rendus en matière d'exception d'illégalité	62
a)	<i>Bref rappel sur l'exception d'illégalité</i>	62
b)	<i>Effets des arrêts faisant droit à une exception d'illégalité</i>	64
1°	Effets inter partes	64
2°	L'exécution de l'arrêt	65
B.	<i>L'effet des arrêts de manquement</i>	65
1.	Bref rappel sur le recours en manquement	65
2.	Effets des arrêts de manquement	66
a)	<i>L'effet déclaratif de l'arrêt de manquement</i>	67
b)	<i>L'ouverture d'une voie d'exécution – Le recours « en manquement sur manquement »</i>	69
C.	<i>Les recours indirects</i>	72
1.	Bref rappel sur les recours indirects en droit communautaire	72
2.	Les effets des recours indirects	75
a)	<i>Les effets des arrêts rendus en interprétation</i>	75
1°	Les effets des arrêts préjudiciels envers les juridictions nationales	75
2°	Les effets des arrêts préjudiciels envers les États membres	79
3°	Les effets dans le temps des arrêts préjudiciels rendus en interprétation	80
b)	<i>Le renvoi préjudiciel en appréciation de validité</i>	80
1°	L'arrêt de non-constatation d'invalidité	81
2°	L'arrêt concluant à l'invalidité	81
D.	<i>Limitation rationae temporis des effets des arrêts de la Cour</i>	84
1.	Limitation dans le temps en vertu de l'article 231 T.C.E.	84
a)	<i>La limitation des effets dans le temps dans le cadre du recours en annulation</i>	84
b)	<i>La limitation des effets dans le temps dans le cadre du recours en appréciation de validité</i>	87
2.	Limitation dans le temps et silence du Traité	88
a)	<i>Question préjudicielle en interprétation</i>	88
b)	<i>Le recours en manquement</i>	92

SECTION 2

	Des effets médiats des arrêts de la Cour et du Tribunal	92
A.	<i>La répétition de l'indu</i>	92
1.	Prolégomènes	92
2.	Les principes de la répétition de l'indu	94
3.	Les modalités (ou l'exécution) de la répétition de l'indu	99
a)	<i>Le principe d'équivalence</i>	100
b)	<i>Le principe d'effectivité</i>	102

B. <i>Le réexamen de décisions nationales ayant acquis autorité de chose jugée</i> ...	104
1. Le réexamen de décisions nationales dans le domaine des aides d'État	105
2. Le réexamen de décisions nationales depuis l'arrêt Kühne & Heitz	108
C. <i>Le recours en responsabilité</i>	112
1. La mise en jeu de la responsabilité des institutions communautaires	113
2. La mise en jeu de la responsabilité des États membres	115
Conclusion	117

3

Quelques réflexions relatives aux effets, en droit, des arrêts de la Cour constitutionnelle..... 119

Christian BEHRENDT

chargé de cours à l'U.Lg., docteur en droit (Paris I Panthéon-Sorbonne)

Magister Juris (Oxford), LL.M. (Yale)

SECTION 1

Les normes contrôlées par le juge constitutionnel belge : les différents types de saisine de la Cour constitutionnelle	121
---	-----

SECTION 2

Les normes de référence du juge constitutionnel	131
---	-----

SECTION 3

Quels effets génèrent les déclarations d'inconstitutionnalité sur renvoi préjudiciel à l'égard du Pouvoir législatif ?	137
---	-----

En guise de conclusion	148
------------------------------	-----

4

L'autorité de la chose jugée happée par la concentration du litige 153

Jean-François VAN DROOGHENBROECK

professeur à l'U.C.L., professeur aux F.U.S.L.,

François BALOT

assistant à l'U.C.L.

Introduction	154
--------------------	-----

SECTION 1	
Du choc des principes naquit l'extension	155
SECTION 2	
Analyse critique du phénomène d'extension	159
A. <i>Les contours classiques de l'autorité de chose jugée au civil</i>	159
1. Triple identité	159
a) <i>L'objet</i>	159
b) <i>Les parties</i>	161
c) <i>La cause</i>	162
2. Décision « définitive »	166
3. Gradation	168
4. Effet négatif <i>versus</i> effet positif	169
B. <i>L'extension ratione personae de l'autorité de la chose jugée</i>	173
1. Les extensions prétoriennes	173
a) <i>La force probante de la décision à l'égard des tiers</i>	173
b) <i>Les parties de la dernière heure</i>	181
2. Les extensions légales	187
a) <i>Brevets</i>	187
b) <i>État des personnes</i>	189
c) <i>Assurances de responsabilité</i>	190
d) <i>Actions en cessation, instruites « comme en référé »</i>	192
C. <i>Les extensions ratione materiae de l'autorité de la chose jugée au civil</i>	196
1. Autorité de chose jugée et moyens de procédure	199
a) <i>Le dictum non débattu</i>	199
b) <i>Les moyens de procédure implicitement rejetés</i>	200
c) <i>Synthèse</i>	203
2. Autorité de chose jugée et moyens de fond	205
a) <i>Les obiter dicta non débattus</i>	206
b) <i>La chose implicitement jugée</i>	206
c) <i>L'élargissement de la notion de cause</i>	210
D. <i>À propos du régime de la fin de non-recevoir tirée de la chose jugée</i>	214

5

L'autorité de la chose jugée du pénal sur le procès civil ultérieur 219

Daisy CHICHOYAN
assistante à l'U.Lg., avocate

Introduction 220

SECTION 1

L'origine du principe de l'autorité de la chose jugée 220

SECTION 2

Les décisions revêtues de l'autorité de la chose jugée 222

SECTION 3

L'effritement du principe de l'autorité de la chose jugée
et l'évolution jurisprudentielle 224

A. *Du caractère absolu au caractère relatif de l'autorité
de la chose jugée du pénal sur le civil* 224

B. *La chose nécessairement et certainement jugée par le juge pénal* 228

1. Nécessairement jugée 228

2. Certainement jugée 230

SECTION 4

Le concours d'infractions et l'action récursoire de l'assureur 232

A. *L'élaboration d'une théorie et ses implications* 232

1. Première restriction : vices de motivation 234

2. Deuxième restriction : motivation lacunaire 235

3. Troisième restriction : le critère temporel 236

4. Quatrième restriction : la recherche de la relation causale
dans le dossier répressif 236

5. Cinquième restriction : la prédominance de l'aspect contractuel 237

B. *L'abandon de la théorie* 237

SECTION 5

Questions diverses 239

A. *L'article 4 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale
et l'autorité de la chose jugée* 239

B. <i>Cas particulier du seul appel interjeté par la partie civile en cas d'acquittement du prévenu</i>	240
C. <i>L'identité des fautes civile et pénale</i>	241
D. <i>Le projet de Code de procédure pénale</i>	242
Conclusion	243